

Art. 28. Artikel 4, § 3 van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid, wordt als volgt gewijzigd : « De « afdeling gehandicapten » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op gehandicapten en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt, met uitzondering van de problemen die uitsluitend toekomen aan de afdeling « socio-professionele inschakeling van gehandicapten » zoals bepaald in artikel 27.

HOOFDSTUK X. — *Overgangsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 29. De aanvragen die werden ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van dit decreet om in aanmerking te komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces blijven geldig.

De met redenen omklede beslissingen van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces waarbij de procedure van de heraanpassing en de sociale reclasering werd bepaald en die vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt werden genomen, blijven van kracht tot wanneer de termijn bepaald voor elke beslissing verstreken is.

Art. 30. De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen, genomen krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, blijven evenwel, bij wijze van overgangsmaatregel, van kracht tot wanneer zij door het College worden opgeheven.

Art. 31. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Brussel, 17 maart 1994.

Voorzitter van het College, belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,
Ch. PICQUE

Lid van het College, belast met Cultuurbeleid,
D. GOSUIN

Lid van het College, belast met Toerisme, Schoolvervoer,
Gezondheidsbeleid en Internationale betrekkingen,
J.-L. THYS

Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT

Lid van het College, belast met Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens,
Jongerenbeleid, Voortdurende Vorming en Culturele Centra,
D. VAN EYLL

F. 94 — 948

[C — 31133]

17 MARS 1994. — Décret de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 18 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le protocole de négociation du Comité particulier de négociation syndicale du 18 janvier 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège, chargé de la reconversion et du recyclage professionnels,

Arrête :

Le membre du Collège ayant la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions est chargé de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française, au nom du Collège de la Commission communautaire française qui en a délibéré, le projet de décret dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. — De l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, ci-après dénommé « l'Institut ».

L'Institut a la personnalité juridique.

L'Institut est classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La mention de sa dénomination est ajoutée à sa place dans l'ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés à l'article 1er, B, de la loi précitée.

Section Ire. — Des missions de l'Institut

Art. 3. L'Institut est chargé de l'organisation et de la gestion de la formation professionnelle.

Par formation professionnelle, il faut entendre toute mesure ayant pour but de donner à une personne la capacité professionnelle requise pour exercer une activité professionnelle salariée.

La formation professionnelle consiste notamment dans :

- 1° l'apprentissage d'un métier, d'une profession ou d'une fonction;
- 2° l'actualisation et la qualification dans le métier, la profession ou la fonction;
- 3° l'acquisition d'une formation de base nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle;
- 4° la reconversion professionnelle, le perfectionnement et l'élargissement des connaissances professionnelles ou leur adaptation à l'évolution du métier, de la profession ou de la fonction;
- 5° l'observation des personnes aux fins visées ci-dessus, pendant le temps nécessaire pour déceler leurs aptitudes physiques et intellectuelles et déterminer l'orientation professionnelle la plus favorable.

L'Institut est chargé de collaborer avec les organismes compétents en matière d'emploi et de formation, notamment avec l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEM).

Section 2. — De la gestion de l'Institut

Art. 4. L'Institut est administré par un Comité de gestion composé de 15 membres, dont :

- un président qui a voix consultative;
- un nombre égal de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, dont font partie les membres du groupe linguistique francophone du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEM).

Art. 5. Le Collège nomme le président. Celui-ci doit être :

- âgé de 30 ans au moins;
- indépendant des organisations représentées au Comité de gestion de l'Institut.

La fonction de président est incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional ou de membre du Parlement ou d'un Conseil communautaire ou régional.

Art. 6. Le Collège nomme les membres du Comité de gestion visés à l'article 4, alinéa 1er sur des listes doubles de candidats présentées par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Art. 7. Le mandat du président et des membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs est d'une durée de six ans. Toutefois, le premier mandat du président et des membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs s'achève le 1er avril 1995, à la date d'échéance du mandat des membres du Comité de gestion de l'ORBEM.

Le président et les membres du Comité de gestion qui comptent plus de trois absences injustifiées sur l'année sont réputés démissionnaires.

Le mandat de président et des membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs prend fin en cas de démission volontaire ou d'office, de décès, d'incapacité au sens du Code civil ou lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions requises par les articles précédents.

A la fin de leur mandat, le président et les membres continuent à l'exercer pleinement aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Il est pourvu au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie du Comité de gestion dans les trois mois qui suivent la fin du mandat.

Lorsqu'il s'agit du remplacement d'un membre avant la date normale d'expiration du mandat, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Les mandats du président et des membres du Comité de gestion sont renouvelables deux fois au plus.

Section 3. — Des attributions du Comité de gestion de l'Institut

Art. 8. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Institut.

Art. 9. Le Comité de gestion peut soumettre au Collège des propositions de modification aux lois, décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer.

Il est tenu de joindre le plan de financement y correspondant.

Il peut aussi adresser au Collège des avis sur toute proposition de décret ou sur tout amendement concernant la législation que le Comité est chargé d'appliquer.

Art. 10. Le Collège soumet à l'avis du Comité de gestion de l'Institut tout avant-projet de décret ou d'arrêté tendant à modifier la législation ou la réglementation que l'Institut est chargé d'appliquer.

Le Comité de gestion donne son avis dans un délai d'un mois.

En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à huit jours calendriers.

L'avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans les délais prescrits.

Art. 11. Le Comité de gestion fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

— les règles concernant la convocation du Comité de gestion à la demande du Ministre ayant la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions ou de son commissaire, du président, de la personne chargée de la gestion de l'Institut ou de deux membres;

— la présence d'au moins la moitié des représentants des organisations représentatives des employeurs et des représentants des organisations représentatives des travailleurs pour délibérer valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du Comité de gestion;

— les règles concernant le rétablissement de la parité lorsque les membres représentant respectivement les organisations représentatives des employeurs et les organisations représentatives des travailleurs ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote;

— la détermination des actes de gestion journalière;

— les conditions dans lesquelles le Comité de gestion peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières.

— les règles concernant le remplacement du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci;

— les modalités de conclusion du contrat de gestion.

Ce règlement d'ordre intérieur n'a d'effet qu'après avoir été ratifié par le Collège; il ne peut être modifié qu'en respectant la même procédure.

Art. 12. Le Comité de gestion désigne, parmi les membres du personnel de l'Institut, la personne chargée du secrétariat du Comité ainsi que son suppléant.

Art. 13. Le Collège fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer respectivement au président et aux membres du Comité de gestion. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de l'Institut.

Art. 14. Le Collège désigne deux commissaires en vue d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954, l'un sur proposition du membre du Collège ayant la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions, l'autre, sur proposition du membre du Collège chargé du Budget.

Art. 15. Le Collège peut se substituer au Comité de gestion dans les circonstances suivantes :

— si le Comité omet de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets ou arrêtés. Le Collège peut se substituer à lui après lui avoir enjoint de prendre lesdites mesures ou d'exercer des actes nécessaires dans un délai fixé par lui, qui ne peut être inférieur à dix jours;

— si le Comité se trouve dans l'impossibilité d'agir lorsque les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs, bien qu'invitées régulièrement à proposer des listes de candidats pour la composition du Comité de gestion, ne respectent pas le délai imparti;

— lorsque le président constate qu'à deux séances et pour le même point, aucune majorité n'a pu se dégager lors des votes.

Les modalités d'exercice du pouvoir de gestion par le Collège en lieu et place du Comité de gestion dans les cas susmentionnés sont définies par le Collège.

Toute décision prise par le Collège en lieu et place du Comité de gestion est transmise immédiatement à l'Assemblée.

Art. 16. Lorsque, nonobstant une convocation régulière, le Comité de gestion se trouve dans l'impossibilité d'agir suite à deux absences consécutives de la majorité, soit des membres représentant les organisations représentatives des employeurs, soit des membres représentant les organisations représentatives des travailleurs, la troisième réunion du Comité de gestion délibère valablement.

Section 4. — De la gestion journalière de l'Institut

Art. 17. Le Collège nomme les fonctionnaires généraux selon les modalités qu'il détermine.

Il fixe leurs statuts administratif et pécuniaire.

Le Collège détermine les délégations de compétence qui leur sont attribuées.

Art. 18. Le fonctionnaire dirigeant de l'Institut exécute les décisions du Comité de gestion. Il donne à ce dernier toute information et soumet toute proposition utile au fonctionnement de l'Institut.

Les fonctionnaires généraux assistent aux réunions du Comité de gestion.

Le fonctionnaire dirigeant dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du Comité de gestion, le fonctionnement de l'Institut.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur.

Le Comité de gestion peut lui déléguer d'autres pouvoirs déterminés.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le Comité de gestion peut dans les limites des conditions qu'il détermine, autoriser le fonctionnaire dirigeant à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Dans les limites de la gestion journalière, le fonctionnaire dirigeant représente l'Institut dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte, sans avoir à justifier d'une décision du Comité de gestion.

Il peut, cependant, avec l'accord du Comité de gestion déléguer à un ou plusieurs membres du personnel, son pouvoir de représenter l'Institut devant les juridictions judiciaires et administratives.

Art. 19. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, ses pouvoirs sont exercés par le fonctionnaire dirigeant adjoint. Si celui-ci est également absent ou empêché, un membre du personnel de l'Institut d'un grade de rang directement inférieur dans l'échelle administrative sera désigné par le Comité de gestion pour exercer ces fonctions.

Art. 20. En cas de litige entre le fonctionnaire dirigeant et le Comité de gestion, celui-ci désigne deux de ses membres pour accomplir conjointement les actes qui font l'objet du litige.

Art. 21. Les fonctions des fonctionnaires généraux sont incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional ou de membre du Parlement ou d'un Conseil communautaire ou régional.

Section 5. — Du personnel de l'Institut

Art. 22. Le Collège fixe, après avis du Comité de gestion, le cadre organique du personnel de l'Institut ainsi que les statuts administratif et pécuniaire de celui-ci.

L'Institut peut engager du personnel sous le régime du contrat de travail selon les dispositions fixées par ou en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics modifié par la loi du 20 février 1990.

En outre, l'Institut peut engager du personnel pédagogique sous le régime du contrat de travail conformément au règlement de la Communauté française du 2 mai 1991 concernant le personnel contractuel attaché à la formation professionnelle des adultes au FOREm tel qu'existant à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de la Communauté française pris en application de l'article 13 du décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

A l'exception des fonctionnaires généraux, les membres du personnel sont nommés, suspendus et révoqués par le Comité de gestion, sur la proposition du Conseil de direction.

Pendant une période de six mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le cadre organique du personnel, le Collège peut, en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Institut, pourvoir aux conditions fixées par lui, au premières nominations aux emplois vacants, en dérogation aux modalités de recrutement applicables aux agents de cet organisme. Les droits de préférence et de priorité prévus par les lois des 3 août 1919, 27 mai 1947 et 26 mars 1968 ne peuvent être invoqués pour les premières nominations aux emplois de l'Institut.

Art. 23. Les membres du personnel transférés à la Commission communautaire française en provenance de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) sont membres du personnel de l'Institut.

Art. 24. Le Collège organise le régime de pension des membres du personnel de l'Institut.

Section 6. — Du financement et du budget de l'Institut

Art. 25. L'Institut bénéficie de subventions pour l'exercice des missions définies à l'article 2, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Commission communautaire française.

L'Institut peut recevoir des legs et donations et percevoir toute autre recette.

L'Institut peut contracter des emprunts moyennant la garantie de la Commission communautaire française.

Le Collège fixe les modalités de liquidation des subventions et les intérêts de retard éventuellement dûs.

Art. 26. La quote-part de l'actif et du passif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) transférée à la Commission communautaire française est attribuée à l'Institut.

Art. 27. Le budget de l'Institut est communiqué à l'Assemblée en annexe au projet de budget de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — De la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement

Art. 28. Il est créé, au sein de l'Institut, une commission consultative chargée de remettre des avis, d'initiative ou à la demande notamment du Comité de gestion de l'Institut ou du Collège dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'enseignement et d'examiner toutes questions qui lui sont soumises en vertu d'une disposition réglementaire.

Le nombre de membres de la Commission est fixé à 27.

La Commission est composée :

- d'un président;
- de 6 membres représentant paritairement les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des employeurs;
- de 6 membres représentant les trois réseaux d'enseignement parmi lesquels figurent au moins :
 - * un représentant de l'enseignement technique,
 - * un représentant de l'enseignement professionnel,
 - * un représentant de l'enseignement en alternance,
 - * un représentant de l'enseignement de promotion sociale;
- de 2 membres francophones de la Direction générale de l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEm);
- du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Institut;
- de 2 représentants de la formation permanente des classes moyennes;
- du fonctionnaire le plus élevé en grade de l'Administration de la Commission communautaire française ou de son représentant et d'un représentant du membre du Collège ayant le recyclage et la reconversion professionnels dans ses attributions;
- de 6 membres choisis sur base de leur notoriété, dans les milieux de l'éducation permanente, de l'aide sociale et des associations agréées de formation continuée.

Le Collège précise les missions et fixe les modalités de fonctionnement de la Commission.

Art. 29. Le Collège nomme le président de la Commission. Celui-ci doit être :

- âgé de 30 ans au moins;
- indépendant des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs représentées au sein de la Commission.

Art. 30. La fonction de président de la Commission est incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional ou de membre du Parlement ou d'un Conseil communautaire ou régional.

Art. 31. Le Collège nomme les membres de la Commission, sur proposition du membre du Collège qui a la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire et entrée en vigueur*

Art. 32. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 mai 1990, ainsi que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987, relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juillet 1990 et du 10 avril 1991 restent d'application.

Art. 33. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 17 mars 1994.

Ch. PICQUE,

Président du Collège chargé de la Promotion sociale,
de l'Aide aux personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Politique culturelle

J.-L. THYS,

Membre du Collège chargé du Tourisme, du Transport scolaire,
de la Politique de la Santé et des Relations internationales

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique

D. VAN EYLL,

Membre du Collège chargé de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air,
de la Politique de la Jeunesse, de l'Education permanente et des Foyers culturels

VERTALING

N. 94 — 948

[C — 31133]

17 MAART 1994. — Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 4°;

Gelet op het decreet (II) van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 4°;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 4°;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité van 18 januari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van het lid van het College, belast met beroepsomscholing en -bijscholing,

Besluit :

Het lid van het College dat de beroepsomscholing en -bijscholing tot zijn bevoegdheid heeft, wordt namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat erover heeft beraadslaagd, belast met het indienen bij de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van het ontwerp van decreet waarvan de inhoud hierna volgt :

HOOFDSTUK I. — Het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt een instelling van openbaar nut opgericht, onder de benaming « Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle » (Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding), hierna « het Instituut » genoemd.

Het Instituut heeft rechtspersoonlijkheid.

Het Instituut wordt gerangschikt onder de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De benaming van het Instituut wordt op zijn plaats in de alfabetische rangorde toegevoegd aan de lijst van instellingen die in artikel 1, B, van de voornoemde wet staan opgesomd.

Afdeling 1. — De taken van het Instituut

Art. 3. Het Instituut wordt belast met het inrichten en het beheer van de beroepsopleiding. Onder beroepsopleiding dient verstaan te worden elke maatregel die tot doel heeft iemand beroepsbekwaamheid te verstrekken om professionele arbeid in loondienst te verrichten.

De beroepsopleiding bestaat meer bepaald uit :

- 1° het aanleren van een vak, een beroep of een functie;
- 2° updating en scholing in het vak, het beroep of de functie;
- 3° het verwerven van de noodzakelijke basisopleiding voor de uitoefening van een beroepsactiviteit;
- 4° beroepsomscholing, vervolmaking en uitbreiding van de vakkennis of de aanpassing hiervan aan de evolutie van het vak, het beroep of de functie;
- 5° de observatie van de personen tijdens de periode, noodzakelijk om hun lichamelijke en intellectuele vaardigheden vast te stellen en de meest geschikte beroepsrichting te bepalen met het oog op voormelde doelstellingen.

Het Instituut wordt gelast samen te werken met de instellingen bevoegd voor tewerkstelling en opleiding, inzonderheid met de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (BGDA).

Afdeling 2. — Beheer van het Instituut

Art. 4. Het Instituut wordt beheerd door een Beheerscomité bestaande uit 15 leden, dat samengesteld is uit :

- een voorzitter die beschikt over een raadgevende stem;
- een gelijk aantal vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, waarvan ook de leden van de Franse taalgroep van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (BGDA) deel uitmaken.

Art. 5. Het College benoemt de voorzitter. Deze moet :

- ten minste 30 jaar oud zijn;
- onafhankelijk staan tegenover de organisaties die in het Beheerscomité van het Instituut vertegenwoordigd zijn.

De functie van voorzitter is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de Federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering, van Gewestelijk Staatssecretaris of van parlementslid of lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

Art. 6. Het College benoemt de leden van het Beheerscomité, bedoeld in artikel 4, 1e lid, op dubbele lijsten van kandidaten voorgedragen door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers.

Art. 7. Het mandaat van de voorzitter en van de leden van het Beheerscomité, vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers, duurt zes jaar. Het eerste mandaat van de voorzitter en van de leden van het Beheerscomité, vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers, eindigt echter op 1 april 1995, de datum waarop het mandaat van de leden van het Beheerscomité van de BGDA verstrijkt.

De voorzitter en de leden van het Beheerscomité die binnen één jaar meer dan driemaal zonder verantwoording afwezig zijn, worden geacht ontslag te nemen.

Het mandaat van de voorzitter en van de leden van het Beheerscomité, vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers, eindigt in geval van vrijwillig ontslag of ontslag van rechtswege, van overlijden, van onbekwaamheid in de zin van het Burgerlijk Wetboek of indien niet langer voldaan is aan de voorwaarden gesteld in de voorgaande artikelen.

Bij het beëindigen van hun mandaat blijven de voorzitter en de leden dit volledig verder uitvoeren zolang niet in hun vervanging werd voorzien.

Binnen drie maanden na de beëindiging van het mandaat wordt voorzien in de vervanging van het lid dat niet langer deel uitmaakt van het Beheerscomité.

Indien een lid wordt vervangen voor de normale beëindiging van zijn mandaat, dan voltooit het nieuwe lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Het mandaat van de voorzitter en de leden van het Beheerscomité kan ten hoogste tweemaal worden hernieuwd.

Afdeling 3. — Bevoegdheden van het Beheerscomité

Art. 8. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut beschikt het Beheerscomité over alle bevoegdheden die voor het beheer van het Instituut noodzakelijk zijn.

Art. 9. Het Beheerscomité kan aan het College voorstellen doen tot wijziging van de wetten, decreten of besluiten met de toepassing waarvan het belast is.

Het wordt eraan gehouden hieraan een overeenkomstig financieringsplan toe te voegen.

Het Beheerscomité kan ook aan het College adviezen doen toekomen over alle voorstellen van decreet of over alle amendementen betreffende de wetgeving met de toepassing waarvan het belast is.

Art. 10. Het College onderwerpt elk voorontwerp van decreet of van besluit tot wijziging van de wetgeving of van de verordeningen met de toepassing waarvan het Instituut belast is aan het advies van het Beheerscomité van het Instituut.

Het Beheerscomité brengt binnen één maand advies uit.

In geval van hoogdringendheid kan deze termijn worden verkort tot acht kalenderdagen.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn indien het niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht.

Art. 11. Het Beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat inzonderheid :

- de regelen vastlegt in verband met de bijeenroeping van het Beheerscomité op verzoek van de Minister die beroepsomscholing en -bijscholing tot zijn bevoegdheid heeft of van diens commissaris, van de voorzitter, van de persoon belast met het dagelijks beheer van het Instituut of van twee leden;

- de aanwezigheid voorschrijft van ten minste de helft van de vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en van de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties om op geldige wijze te beraadslagen en te beslissen, alsmede de wijze van stemmen in het Beheerscomité;

- de regelen vastlegt in verband met het herstel van de pariteit wanneer de leden, die respectievelijk de representatieve werkgeversorganisaties en de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen, bij de stemming niet in gelijk aantal aanwezig zijn;

- vaststelt welke handelingen van dagelijks beheer zijn;

- bepaalt onder welke voorwaarden het Beheerscomité voor het onderzoek van bepaalde vraagstukken een beroep kan doen op bijzonder bevoegde personen;

— de regelen vastlegt in verband met de plaatsvervangende van de voorzitter bij diens afwezigheid of verhindering;

— de wijze bepaalt waarop een beheerscontract moet worden afgesloten.

Dit huishoudelijk reglement treedt pas in werking na bekrachtiging door het College; het kan slechts gewijzigd worden in naleving van dezelfde procedure.

Art. 12. Het Beheerscomité wijst onder de personeelsleden van het Instituut de persoon aan die het secretariaat van het Comité waarneemt, alsook diens plaatsvervanger.

Art. 13. Het College bepaalt de respectievelijk aan de voorzitter en de leden van het Beheerscomité toe te kennen vergoedingen en zitpenningen. Deze vergoedingen en zitpenningen zijn ten laste van het Instituut.

Art. 14. Het College stelt twee commissarissen aan met het oog op de bevoegdheden vastgesteld in de wet van 16 maart 1954, de ene op voordracht van het lid van het College dat de beroepsomscholing en -bijscholing tot zijn bevoegdheid heeft, de andere op voordracht van het lid van het College, bevoegd voor de Begroting.

Art. 15. Het College kan zich in onderstaande omstandigheden in de plaats stellen van het Beheerscomité :

— als het Comité in gebreke blijft om een maatregel te treffen of een handeling te verrichten die door de wetten, decreten of besluiten zijn voorgeschreven. Het College kan zich in zijn plaats stellen na het verzoekt te hebben de maatregelen te nemen of de noodzakelijke handelingen te verrichten binnen een door haar gestelde tijd, die niet minder dan tien dagen mag bedragen;

— als het Comité in de onmogelijkheid verkeert tot handelen door het feit dat de representatieve organisaties van werkgevers of van werknemers, regelmatig uitgenodigd om hun kandidatenlijsten voor de samenstelling van het Beheerscomité voor te dragen, dit niet doen binnen de gestelde termijn;

— wanneer de voorzitter vaststelt dat gedurende twee vergaderingen over hetzelfde punt bij de stemming geen meerderheid is bereikt.

De wijze waarop het College de beheersbevoegdheid in plaats van het Beheerscomité in voornoemde gevallen uitoefent, wordt door het College bepaald.

Elke door het College in plaats van het Beheerscomité genomen beslissing wordt onmiddellijk overgemaakt aan de Raad.

Art. 16. Wanneer, niettegenstaande regelmatige samenroeping, het Beheerscomité in de onmogelijkheid is te handelen door twee opeenvolgende afwezigheden van de meerderheid, hetzij van de leden die de werkgeversorganisaties, hetzij van de leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, is de derde beraadslaging van het Beheerscomité rechtsgeldig.

Afdeling 4. — Dagelijks beheer van het Instituut

Art. 17. Het College benoemt de ambtenaren-generaal op de wijze die het zelf vaststelt.

Het stelt hun administratief en geldelijk statuut vast.

Het College bepaalt de overdracht van bevoegdheden die hun worden verleend.

Art. 18. De leidende ambtenaar van het Instituut voert de beslissingen van het Beheerscomité uit. Hij verstrekt het Comité alle inlichtingen en legt alle voorstellen voor die nuttig zijn voor de werking van het Instituut.

De ambtenaren-generaal wonen de vergaderingen van het Beheerscomité bij.

De leidende ambtenaar leidt het personeel en zorgt, onder gezag en toezicht van het Beheerscomité, voor de goede werking van het Instituut.

Hij oefent de bevoegdheden uit inzake het dagelijks beheer zoals het huishoudelijk reglement deze bepaalt.

Het Beheerscomité kan hem andere bepaalde bevoegdheden overdragen.

Voor een goede afhandeling van de zaken kan het Beheerscomité binnen de grenzen en voorwaarden die het vaststelt, de leidende ambtenaar machtigen een deel van de hem verleende bevoegdheden en het ondertekenen van sommige stukken en brieven over te dragen.

Binnen de grenzen van het dagelijks beheer vertegenwoordigt de leidende ambtenaar het Instituut in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt rechtsgeldig op in naam en voor rekening van het Instituut zonder dat hij dit met een beslissing van het Beheerscomité moet staven.

Hij mag nochtans met instemming van het Beheerscomité zijn bevoegdheid om op te treden namens het Instituut voor de administratieve en gerechtelijke rechtscolleges overdragen aan een of meer leden van het personeel.

Art. 19. Bij afwezigheid of verhindering van de leidende ambtenaar worden zijn bevoegdheden waargenomen door de adjunct-leidende ambtenaar. Is deze eveneens afwezig of verhinderd, dan wordt een personeelslid van het Instituut met de rang onmiddellijk lager op de administratieve schaal aangeduid door het Beheerscomité om de betrokken functies waar te nemen.

Art. 20. In geval van geschil tussen de leidende ambtenaar en het Beheerscomité, duidt dit laatste twee van zijn leden aan om gezamenlijk de handelingen die het voorwerp uitmaken van het geschil te verrichten.

Art. 21. De functies van de ambtenaren-generaal zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de Federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestelijke Regering, van Gewestelijk Staatssecretaris of van Parlementslid of Lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

Afdeling 5. — Personeel van het Instituut

Art. 22. Na advies van het Beheerscomité stelt het College de organieke personeelsformatie van het Instituut vast, alsook het administratief en geldelijk statuut van zijn personeel.

Het Instituut mag personeel aanwerven binnen het stelsel van arbeidscontracten volgens de bepalingen gesteld door of krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de aanwerving in bepaalde openbare diensten, gewijzigd bij wet van 20 februari 1990.

Daarenboven mag het Instituut opvoedkundig personeel aanwerven binnen het stelsel van arbeidscontracten overeenkomstig de verordening van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1991 betreffende het contractueel personeel verbonden aan de beroepsopleiding voor volwassenen bij FOREM zoals dat bestond op de datum van

inwerkingtreding van het besluit van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 13 van decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Met uitzondering van de ambtenaren-generaal worden de personeelsleden benoemd, geschorst en afgezet door het Beheerscomité, op voorstel van de Directieraad.

In afwijking op de wijze van aanwerving die op de ambtenaren van deze instelling van toepassing is, mag het College gedurende een periode van zes maanden, ingaand op de dag van inwerkingtreding van het besluit tot vaststelling van de organieke personeelsformatie, met het oog op de goede werking van het Instituut voorzien in de eerste benoemingen in de vacante betrekkingen, onder de voorwaarden die het zelf vaststelt. De voorkeur- en voorrangrechten vermeld in de wetten van 3 augustus 1919, 27 mei 1947 en 26 maart 1968 mogen niet ingeroepen worden voor de eerste benoemingen op het Instituut.

Art. 23. De personeelsleden afkomstig van FOREm, de Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi), die worden overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie zijn lid van het personeel van het Instituut.

Art. 24. Het College regelt het pensioenstelsel van de personeelsleden van het Instituut.

Afdeling 6. — Financiering en begroting van het Instituut

Art. 25. Binnen de grenzen van de hiertoe in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie ingeschreven kredieten geniet het Instituut subsidiëring voor het uitoefenen van de opdrachten vastgesteld in artikel 2.

Het Instituut mag legaten en schenkingen ontvangen en iedere andere vorm van inkomsten uitgekeerd krijgen.

Het Instituut mag leningen afsluiten mits waarborg vanwege de Franse Gemeenschapscommissie.

Het College stelt de uitbetalingswijze vast voor subsidies en eventueel verschuldigde verwijlinteressen.

Art. 26. Het aandeel in het actief en het passief van de Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (FOREm) dat naar de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen, wordt aan het Instituut toegewezen.

Art. 27. De begroting van het Instituut wordt in bijlage van de ontwerpbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie overgemaakt aan de Raad.

HOOFDSTUK II. — Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs

Art. 28. Binnen het Instituut wordt een adviescommissie opgericht, belast met het formuleren van adviezen, dit op eigen initiatief of op specifieke vraag van het Beheerscomité van het Instituut of van het College inzake tewerkstelling, opleiding en onderwijs, en met het onderzoek van alle problemen die haar krachtens een verordende bepaling voorgelegd worden.

Het aantal Commissieleden wordt vastgesteld op 27.

De Commissie is samengesteld uit :

- een voorzitter;
- 6 leden als paritaire vertegenwoordiging van de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;
- 6 leden als vertegenwoordigers van de drie onderwijsnetten, waarvan ten minste :
 - * een vertegenwoordiger van het technisch onderwijs,
 - * een vertegenwoordiger van het beroepsonderwijs,
 - * een vertegenwoordiger van het alternerend leren,
 - * een vertegenwoordiger van het onderwijs voor sociale promotie;
- 2 Franstalige leden van de Algemene Directie van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsvoorziening (BGDA);
- de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Instituut;
- 2 vertegenwoordigers uit de voortdurende vorming voor de middenstand;
- de hoogste ambtenaar in graad van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie of zijn afgevaardigde en een vertegenwoordiger van het lid van het College dat beroepsomscholing en -bijscholing tot zijn bevoegdheid heeft;
- 6 leden, uitgekozen omwille van hun kennis van het openbaar welzijn en van de erkende verenigingen voor voortgezet onderwijs en dit in het geheel van de voortdurende vorming.

Het College formuleert de taken en bepaalt de werkwijze van de Commissie.

Art. 29. Het College benoemt de voorzitter van de Commissie. Deze moet :

- ten minste 30 jaar oud zijn;
- onafhankelijk staan tegenover de organisaties van werkgevers en werknemers die in de Commissie vertegenwoordigd zijn.

Art. 30. De functie van voorzitter van de Commissie is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de Federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestelijke Regering, van Gewestelijk Staatssecretaris of van Parlementslid of Lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

Art. 31. Het College benoemt de leden van de Commissie op voordracht van het lid van het College dat beroepsomscholing en -bijscholing tot zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepaling en inwerkingtreding

Art. 32. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, gewijzigd bij besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 2 mei 1990, alsook het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiairs die een beroepsopleiding volgen, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juli 1990 en van 10 april 1991 blijven van toepassing.

Art. 33. Het College stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Brussel, 17 maart 1994.

Ch. PICQUE,

Voorzitter en Lid van het College,
belast met Sociale Promotie, Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuurbeleid

J.-L. THYS,

Lid van het College, belast met Toerisme, Schoolvervoer,
Gezondheidsbeleid en Internationale Betrekkingen

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt

D. VAN EYLL,

Lid van het College, belast met Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens,
Jongerenbeleid, Voortdurende Vorming en Culturele Centra

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen
Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 22 februari 1994 worden de in de onderstaande tabel vermelde ambtenaren benoemd tot de naast hun naam in kolom nr. 2 vermelde betrekking, op datum van 1 januari 1994 :

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines
Nominations

Par arrêté royal du 22 février 1994, les fonctionnaires mentionnés dans le tableau ci-dessous sont nommés à l'emploi mentionné en regard de leur nom dans la colonne n° 2, à la date du 1^{er} janvier 1994 :

Naam, voornamen en huidige graad — Nom, prénoms et grade actuel (1)	Betrekking waartoe de belanghebbende wordt benoemd — Emploi auquel l'intéressé est nommé (2)
LEFERE, G.E., président adjoint auprès du 1er comité d'acquisition de Bruxelles (adjunct-voorzitter bij het 1e aankoopcomité te Brussel)	président du 1er comité d'acquisition de Bruxelles (voorzitter van het 1e aankoopcomité te Brussel)
VANBELLE, E.E., directeur adjoint auprès de la 2e direction régionale de la T.V.A. à Bruxelles (adjunct-directeur bij de 2e gewestelijke directie van de BTW te Brussel)	directeur régional de la 2e direction des Services de recherche et de documentation de la T.V.A. à Bruxelles (gewestelijke directeur van de 2e directie van de Opperspings- en documentatiediensten van de BTW te Brussel)

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C — 25068]

1 MAART 1994. — Ministerieel besluit tot erkenning voor ontleding en tegenontleding van het Laboratorium voor Bromatologie van de Faculteit van de Farmaceutische Wetenschappen van de Universiteit Gent

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, gewijzigd door de wet van 22 maart 1989, inzonderheid op artikel 12, derde en vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1990 betreffende de voorwaarden en de procedure van erkenning van de laboratoria die monsters van voedingsmiddelen en andere producten ontleden en de wijze van werken van deze laboratoria bij de ontleding van de monsters, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 4 juli 1991, 3 december 1992 en 14 juni 1993;

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C — 25068]

1er MARS 1994. — Arrêté ministériel d'agrément pour les analyses et les contre-analyses du « Laboratorium voor Bromatologie van de Faculteit van de Farmaceutische Wetenschappen van de Universiteit Gent »

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989, notamment l'article 12, alinéas 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1990 relatif aux conditions et à la procédure d'agrément des laboratoires qui analysent des échantillons de denrées alimentaires et d'autres produits, et au mode de fonctionnement de ces laboratoires lors de l'analyse des échantillons, modifié par les arrêtés royaux du 4 juillet 1991, 3 décembre 1992 et 14 juin 1993;